

Parents, professionnels et institutions sur un même territoire¹

Pais, profissionais e instituições num mesmo território

Silvia VALENTIM

Doctorante en Sciences de l'éducation
EMA, Université de Cergy-Pontoise
IRTS Ile de France

Gilles MONCEAU

Professeur des universités en Sciences de l'éducation
EMA, Université de Cergy-Pontoise

La diversité des manières de vivre et de faire vivre un même territoire peut générer des tensions entre les différents acteurs qui l'occupent. La présente recherche propose un exemple significatif dans ce sens. Notre dispositif qui s'inscrit dans une démarche collaborative vise à mieux comprendre les implications des parents mais aussi celles des professionnels dans les institutions présentes sur un même territoire. Ici, tout se passe comme si la population constituant la cible prioritaire des institutions était aussi celle qui s'en écartait le plus, échappant au regard des professionnels.

Ces parents considérés comme « fragiles », « vulnérables », « à risques » ou encore « particuliers » semblent les moins disposés à exposer leurs difficultés pour obtenir l'aide des professionnels ou même des parents les plus organisés, qui les représentent. Les pratiques professionnelles, dans les secteurs éducatifs et sociaux, se trouvent ainsi mises en difficulté. Les parents pensés comme étant les plus éloignés des institutions tendent alors à être considérés comme en étant responsables. L'enquête montre pourtant que ces parents ne sont pas si éloignées des institutions que les professionnels l'imaginent.

Mots clés : institutions, parents, professionnels, socio-clinique, territoire

A diversidade de formas de ser e de viver no mesmo território pode gerar tensões entre os diferentes atores que o ocupam. Esta pesquisa fornece um exemplo significativo neste sentido. Nosso dispositivo, à partir de uma abordagem colaborativa, visa compreender as implicações dos pais, mas também dos profissionais das instituições vivenciando um mesmo território. Nós percebemos que a população constituindo o alvo prioritário das instituições, se desvia, evitando assim o contato com os profissionais.

Estes pais considerados como "frágéis", "vulneráveis", "em risco" ou "estranhos" parecem menos dispostos a expor seus problemas para obter a ajuda dos profissionais e mesmo dos pais mais organizados que os representam.

As práticas profissionais nos setores da educação e do social estão em dificuldade. Os pais considerados como mais distantes das instituições tendem a ser considerados como responsáveis. A pesquisa mostra, no entanto, que esses pais não estão tão longe assim das instituições, como poderia-se imaginar..

Palabras clave: instituições, pais, profissionais, sociologia-clinica, territorio

¹ Une première version de ce texte a été présentée sous le titre « Parents et professionnels sur un territoire urbain : diversité des vécus et transformation des pratiques » au *Colloque international: Les territoires vécus de l'action sociale. Institutions, professionnels et usagers à l'épreuve de l'incertitude territoriale*, Association Internationale des Sociologues de Langue Française - CR 34 et Association Française de Sociologie - RT6, laboratoire Printemps, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (France), 25 et 26 mars 2013.

Introduction

La diversité des manières de vivre un même territoire peut générer des tensions entre les différents acteurs qui l'occupent. Les professionnels dont la mission est d'intervenir prioritairement auprès des familles considérées comme les plus démunies sont confrontés à des difficultés pratiques récurrentes. En premier lieu, ces familles à aider prioritairement sont aussi celles qui s'éloigneraient le plus des dispositifs mis en place à leur intention. Cet éloignement met en cause la légitimité de ces dispositifs et en conséquence des professionnels qui les animent.

Le PRE (Programme de Réussite Éducative), dont le rôle est de « créer du lien, permettant de travailler sur plusieurs espaces »², a la charge de relier les parents aux différentes institutions présentes sur le territoire. Notre dispositif de recherche, qui s'inscrit dans une démarche collaborative (Bourassa et Boudjaoui, 2012), vise à mieux comprendre les implications des parents mais aussi celles des professionnels dans les institutions présentes sur un même territoire.

Le concept d'institution fait un retour remarqué dans la recherche en sciences sociales (Laforgue et Rostaing, 2011) (Aballéa, 2012) (Monceau, 2012) (Bonny et Demailly, 2012) et ceci avec une définition dynamique prolongeant la conceptualisation de René Lourau (1970). Nos travaux s'inscrivent également dans cette perspective : les institutions ne sont pas figées mais évoluent selon des dynamiques intégrant de nombreuses contradictions.

Nous présenterons tout d'abord l'origine de cette recherche et les caractéristiques du territoire concerné. Nous proposerons ensuite quelques-uns de nos résultats. C'est en questionnant l'idée d'un éloignement de certains parents par rapport aux institutions que nous tentons de mieux comprendre la diversité des vécus des professionnels et des parents sur le territoire.

1. Territoire et dispositif: socio-clinique institutionnelle de la ville

Entre novembre 2011 et novembre 2012, nous avons mené une recherche-action portant sur l'éloignement des parents vis-à-vis des institutions sur le territoire d'une ville moyenne de la région parisienne. Cette recherche a impliqué des professionnels (animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, bibliothécaires, enseignants, agents de développement, membres du PRE) et des parents (principalement des élus aux conseils d'école et des membres d'une association de parents d'élèves).

C'est tout particulièrement avec l'équipe du Projet de Réussite Éducative (PRE) de la ville que nous avons organisé le dispositif d'enquête. Un partenariat s'est donc instauré entre la Mairie, l'Université de Cergy-Pontoise et le laboratoire EMA³. La municipalité « commanditaire » n'était pas la seule à subventionner la recherche mais celle-ci bénéficiait également de l'appui d'une association d'éducation populaire et du Conseil scientifique de l'université. Cette structure du financement n'est pas sans incidence sur le rapport entre chercheurs et commanditaires et en conséquence sur le déroulement du travail.

Par ailleurs, un partenariat avec le laboratoire FRED de l'Université de Limoges a été engagé. Cette équipe conduisait le même type d'enquête et selon un dispositif proche dans

² Selon la formulation d'une professionnelle du PRE au début de notre recherche.

³ Ecole, Mutations et Apprentissages

une ville du centre de la France. Nous avons ainsi pu organiser, durant l'année, deux séminaires permettant de croiser les observations réalisées sur nos terrains respectifs.

a) Le territoire :

Selon les données 2009 de l'INSEE (recensement), la ville compte 41 400 habitants, un chiffre en baisse régulière depuis 1975 (50 290). La ville comptait, en 1999, 5348 couples avec enfants alors qu'en 2009 ce chiffre était descendu à 4834. Dans le même temps, le nombre de familles monoparentales a augmenté de 2076 en 1999 à 2402 en 2009.

Par ailleurs, la ville compte une proportion d'ouvriers et d'employés de 37 % de la population active en 2009, en diminution par rapport à 1999 où cette catégorie représentait 43,5 %. Enfin, 21 % des habitants sont sans activité professionnelle en 2009, pourcentage stable par rapport à 1999. Le taux de chômage est de 16,4 % et les retraités représentent 21 % de la population.

Ces chiffres témoignent des conditions socio-économiques modestes dans lesquelles vivent une bonne partie des habitants de la ville. Ils coïncident avec le discours des professionnels et élus sur la fragilité de certains quartiers de la ville, composés essentiellement d'immeubles HLM et d'une population issue de l'immigration. Comme ailleurs, des amalgames sont faits entre ces différents éléments et ils sont souvent perçus comme pouvant expliquer les difficultés rencontrées. Pourtant, pour ne prendre que l'exemple de la population d'origine immigrée, si celle-ci est présente dans le quartier le plus en difficulté, elle l'est aussi parmi les professionnels et élus politiques de la ville.

La municipalité donne comme objectif à ses services d'établir des liens plus étroits avec la population décrite comme « repliée sur son quartier ». Cette dynamique de retrait se manifesterait aussi, selon les professionnels, dans le rapport aux institutions. Un employé de la municipalité déclare ainsi, lors d'un travail de groupe, que les familles de ces quartiers « retirent les enfants des institutions ». Il fait alors référence à la baisse du nombre d'enfants inscrits dans les centres de loisirs et aux activités sportives. Une salariée du PRE ajoute que « les parents qu'on ne voit jamais sont une réelle préoccupation ».

Un des quartiers en question, que nous nommerons *Le Tulle*, cumule, aux yeux des professionnels, différentes difficultés. La rénovation urbaine a contraint des habitants à quitter leur logement suite à la destruction de leur immeuble. L'arrivée du tramway, après le métro, fait craindre un « envahissement » du quartier par l'extérieur. Les comportements des jeunes de 14-17 ans posent un problème sur l'espace public. Il a d'ailleurs été souligné à plusieurs reprises par le personnel du PRE que les jeunes ont un comportement « offensif » et expriment une violence verbale : « Il existe des point de crispation sur le quartier ». D'après les professionnels du PRE : « après le meurtre d'un jeune l'an passé, certains parents ont témoigné d'un sentiment d'abandon sur le territoire. Les élus locaux se questionnent. »

A cela s'ajoute le fait que « les familles n'investissent pas ou peu les centres de loisirs et sportifs. Pour certains ces lieux leur sont étrangers ». Cette observation est également faite à propos des équipements culturels.

La ville est par ailleurs singulière concernant la police et l'assistance sociale. La municipalité n'a pas souhaité créer de police municipale, considérant qu'il revient à la police nationale d'assurer la sécurité. Par ailleurs, suite à la réorganisation des services du Conseil général, il n'y a plus de permanence d'assistance sociale dans les quartiers. La mairie emploie des assistantes de service social qui exercent dans les écoles primaires.

La notion de territoire ici mobilisée va au-delà de la délimitation socio-politique, elle s'appuie aussi sur la notion d'espace vécu au sens du géographe Armand Frémont (1976).

Nous nous sommes intéressés à la manière dont les parents vivent, perçoivent et s'impliquent dans leur environnement proche, c'est-à-dire leur ville et les espaces transitoires qu'elle propose. Le rapport au territoire et à l'espace urbain ont une grande importance dans la recherche. Au cours des dernières décennies, la ville en question s'est beaucoup transformée. Certains quartiers se sont modernisés et devenus « écologiques », d'autres ont vu arriver le métro puis le tramway. Les logements sociaux, nombreux dans la cette ville, sont pour la plupart en phase de réhabilitation. Ces changements ont produit des transformations dans les pratiques des familles (déplacements, démarches administratives, relations de voisinage).

Nous avons constaté que ces changements ont produit des effets dans le rapport que les habitants ont avec la ville. L'arrivée de nouveaux équipements (tramway, métro) sont ainsi souvent considérés comme dangereux car menaçant l'équilibre du quartier et de ses habitants. Bien que ces équipements aient pour objectif d'améliorer le quotidien des habitants, ils représentent une menace en ce qu'ils changent le quotidien du quartier. Ils introduisent des nouveaux comportements.

La géographie humaniste explique ce rapport au territoire à travers le concept de topophilie développée par Yu-Fu Tuan à partir des années 1960 (Tuan, 1974). La topophilie serait ce lien affectif que les habitants ont avec leur environnement. Pour Tuan, nous entretenons un rapport affectif à l'espace dans lequel nous vivons. La vie quotidienne et les événements qui la composent, permettent ce tissage.

Les territoires géographiques, sont au départ, selon Tuan, des lieux que ne deviennent des espaces que par la valeur affective que chacun leur attribue. C'est ce passage d'un lieu quelconque à un espace doté d'une valeur affective qu'il nomme topophilie et qui décrit le fait que certains habitants se sentent menacés par « l'ouverture » de leur quartier aux différents moyens de transports.

b) Questionnement initial

Notre dispositif et notre démarche de recherche ont été construits en prenant en compte cette configuration territoriale d'une part et les demandes de nos différents interlocuteurs d'autre part. L'identification des contradictions institutionnelles est un élément important pour l'avancée de l'analyse.

Les professionnels du PRE étaient porteurs de l'interrogation suivante, exprimée lors de nos premières rencontres :

« Il y a des parents que nous nous ne voyons pas ! Pourquoi sont-ils éloignés des services que nous leur proposons ou que la ville propose ? ».

L'absence parentale semblait expliquer les difficultés des professionnels à agir au sein du territoire.

Pour l'équipe de recherche il s'agissait de comprendre la manière dont se produisaient les relations entre parents et institutions sur le territoire. Ce questionnement pouvait se décliner ainsi :

Qui sont ces parents que les professionnels disent ne jamais voir ?

Ces parents sont-ils vraiment si éloignés des institutions ?

Un questionnaire commun aux professionnels a pu être mis en forme dans l'énoncé suivant : « Ces parents qu'on ne voit jamais » faisant consensus parmi les professionnels. Une population cible échappant au regard des professionnels était ainsi désignée.

Cette interrogation renvoyait, de manière inversée, aux travaux antérieurs effectués par Gilles Monceau dans d'autres villes et établissements scolaires. En particulier les enquêtes menées avec Martine Kherroubi, Pascale Garnier et Brigitte Larguèze en réponse à une commande de la Fondation de France (Kherroubi, 2008). Il s'agissait alors de comprendre non pas l'éloignement mais les modes de coopération entre parents et enseignants.

c) Cadres théorique et méthodologique

Dans la lignée de ces précédents travaux et dans le cadre d'une approche socio-clinique institutionnelle (Monceau, 2012), il s'agissait donc de mieux comprendre les implications institutionnelles des parents mais aussi celles des professionnels.

Le questionnaire initial a évolué pour prendre la forme suivante :

Quelles relations entretiennent les parents avec les institutions ? Quelles institutions ?

De quelle manière sont-ils impliqués ?

Pourquoi s'éloignent-ils des institutions ? Sont-ils vraiment éloignés ?

Quelle est la nature des implications institutionnelles des parents sur ce territoire ?

La notion d'implication est définie ici en référence aux travaux de René Lourau (Lamihi et Monceau, 2002). Cette notion polysémique souffre aujourd'hui de son succès. Le terme implication, tel qu'il est le plus souvent utilisé, peut se confondre avec une participation (active), voire un engagement, pouvant être mesurée. Or, comme le souligne aussi Catherine Sellenet (2007), spécialiste du champ de la parentalité, en focalisant l'analyse sur la nature de l'implication plutôt que sur sa mesure, le concept peut élargir l'analyse en situant les actes et pensées des individus dans des évolutions institutionnelles. C'est aussi de cette manière que nous en faisons usage.

Certaines formes d'implications parentales sont institutionnellement reconnues et même valorisées, comme c'est le cas des parents adhérents des fédérations de parents d'élèves (Gombert, 2006) dont certains peuvent même être identifiés comme « consommateurs d'école » (Gayet, 2006, p. 20) ou comme « stratèges » (Gombert, 2008). Mais d'autres formes d'implication, moins en phase avec les attendus institués, sont rejetées par l'institution scolaire (Monceau, 2009). Il en va de même pour d'autres institutions.

Pour faire émerger ces implications, nous avons travaillé en continu avec les différents sujets (parents et professionnels) de la recherche. Il ne suffit pas d'interroger ceux-ci lors d'entretiens pour avoir accès aux données qualitatives qui nous intéressent. Il est nécessaire de construire des dispositifs leur permettant d'effectuer des découvertes sur leurs propres

manières de faire et de dire. La démarche adoptée suppose donc que les sujets soient aussi demandeurs d'une réflexion visant à éclairer leurs propres implications, c'est-à-dire leurs relations aux institutions.

Ainsi, les professionnels mais aussi les parents qui ont participé à notre travail sont à la fois demandeurs et producteurs de la démarche de recherche. La démarche intègre également un travail d'enquête, mené en parallèle, qui vise à toucher d'autres professionnels et parents de la Ville, plus éloignés des premiers.

Enfin, précisons d'emblée que la partition entre « parents » et « professionnels », que nous avons fait fonctionner dans la conduite de notre dispositif est plus de l'ordre des catégorisations instituées que de la réalité sociologique. En effet, la plupart des « professionnels » concernés sont aussi « parents » et une partie d'entre eux résident sur le territoire de la ville. Par ailleurs, la catégorie « parents » (en réalité « parents non professionnels ») n'est elle-même pas homogène. La proximité des vécus entre les « professionnels » et les « parents organisés/militants » semblant souvent plus importante qu'entre ces derniers et les parents dits « éloignés ». Le déroulement de la recherche a d'ailleurs brouillée de façon croissante ces distinctions de sens commun.

d) Un dispositif de recherche en prise sur le territoire

Le dispositif de recherche a croisé différentes modalités de travail :

- un groupe de parents « militants » se réunissant à quatre reprises avec des professionnels du PRE et les chercheurs (certains professionnels du PRE se positionnant à plusieurs reprises dans ce groupe comme étant eux-mêmes parents),
- un groupe de professionnels se réunissant à quatre reprises également mais en s'élargissant progressivement (en nombre et en variété institutionnelle),
- des groupes réunis ponctuellement pour des entretiens collectifs (animateurs de centre de loisir, assistantes maternelles, professionnels du PRE),
- des observations en situation de professionnels « au travail » (réunions d'équipe, travail avec des parents, événements) et de militants de l'association de parents (discussion devant une école et réunion « petit déjeuner » dans une école maternelle),
- des entretiens individuels avec des parents (presqu'exclusivement des mères) à leur domicile, au téléphone, devant les écoles et dans une salle d'attente,
- des « observations guidées » (l'enquêteur accompagnant le parent dans les déplacements de sa vie quotidienne),
- une séance publique de restitution finale et de discussion du travail (en présence des commanditaires).

Ce dispositif a été construit progressivement à partir d'une première trame, en concertation entre les chercheurs et les professionnels du PRE. Cette modalité de travail avait aussi comme objectif d'approfondir la demande des professionnels en cernant progressivement notre champ d'enquête.

Les sujets ont participé au dispositif de manière de manières variées selon leurs implications institutionnelles et leur vécu du territoire. Les réunions des différents groupes se sont tenues dans des locaux différents (centres de loisir, antenne décentralisée du développement local, locaux du PRE, autres locaux municipaux) situés dans différents quartiers. Les entretiens individuels et collectifs, comme les observations, ont été menés aussi bien dans les locaux de structures privées et publiques que dans des espaces publics (rues, jardins publics, moyens de transports, magasins) ou aux domiciles de certaines familles. Le dispositif s'est

donc déployé progressivement dans la ville afin de favoriser la circulation des données collectées et leur mise en analyse par les participants.

Le « groupe parents » a réuni sept participants « non professionnels » dont un seul père (selon une fréquentation irrégulière) et le « groupe professionnels » une quinzaine (avec un effectif croissant).

Par ailleurs, dix-sept professionnels et quinze parents ont été rencontrés pour des entretiens individuels ou collectifs selon des modalités plus souples (cf. ci-dessous). Malgré quelques tentatives, nous ne sommes pas parvenus à amener ces parents « éloignés », rencontrés dans des espaces « informels » ou grâce à des intermédiaires, à participer aux groupes de travail. Ceci n'était d'ailleurs pas un objectif pour nous.

Enfin, une soixantaine d'autres parents et une douzaine d'autres professionnels ont été rencontrés dans le cadre d'observations du fonctionnement du PRE et d'activité de l'association de parents d'élèves.

La restitution finale a eu lieu au mois de décembre 2012. Elle s'est faite en présence d'un représentant de la municipalité. Trente-cinq participants étaient présents dont une moitié n'avait assisté à aucune des autres rencontres.

Bien que le nombre de personnes rencontrées lors de la recherche n'ait pas dans notre démarche socio-clinique la même importance que dans d'autres types d'enquête où la question de la représentativité est centrale, nous y portons tout de même attention. D'une part, nous souhaitons équilibrer nos rencontres entre les professionnels et les parents et d'autre part il nous fallait avoir accès à la parole de sujets qui ne se présenteraient pas spontanément à nous.

Notre méthodologie a donc consisté, sur la base du questionnement initial, à faire circuler les propos enregistrés dans les différents temps de l'enquête. Les groupes ont été les espaces privilégiés dans lesquels nous pouvions restituer nos observations, interrogations et interprétations. Les « parents militants » (représentants de parents d'élèves) et les professionnels qui se sont régulièrement réunis dans des groupes de travail ont donc été informés des avancées des chercheurs et ont pu apporter leurs propres expériences et analyses. Notre équipe animait ces groupes en veillant à ce que la recherche de « solutions » ne prenne pas le pas sur l'analyse. Nous avons également bénéficié de la participation de chercheurs canadiens⁴ et brésiliens⁵ en séjours au laboratoire EMA lors de ce travail.

Le travail d'enquête qui a été réalisé au sein de la ville a été conduit en parallèle aux rencontres avec les groupes. Les parents que nous avons rencontrés à cette fin, ont été contactés devant les écoles lors de l'entrée ou la sortie des enfants, après des rendez-vous au PRE ou bien encore dans la ville (au jardin public par exemple). Le seul critère était celui d'avoir des enfants scolarisés. Trois étudiantes, deux en doctorat⁶ et une en master 2⁷, ont enquêté auprès des familles mais aussi auprès des professionnels non impliqués dans les groupes de recherche.

⁴ Marguerite Soulière, Université d'Ottawa

⁵ Cinira Magali Fortuna, Université de Sao Paulo ; Monica Beato Soares et Fernanda Martins, Université Fédérale du Minas Gerais

⁶ Silvia Valentim et Fariza Hadjamara

⁷ Khadija El Menani

L'étudiante de master a effectué un stage au sein du PRE, ce qui lui a permis de travailler au plus près des professionnels et de mieux comprendre leurs logiques d'actions. Elle a pu également approcher des parents venant au PRE pour des rendez-vous, elle a ensuite pu en rencontrer certains à l'extérieur. Cette observation participante sur le territoire a été riche d'apports pour cette recherche. Il nous a notamment permis d'identifier certaines stratégies derrière l'apparente passivité de certains parents vis-à-vis des professionnels.

Le va-et-vient entre les travaux au sein des groupes et l'enquête de terrain a permis des échanges entre ces deux espaces de la recherche. Les entretiens aux domiciles de certaines familles (Robin et Tillard, 2010), espaces privés, ont dynamisé la réflexion des groupes. A plusieurs reprises, les témoignages de ces parents jugés comme non-impliqués ou éloignés, ont généré un trouble ...qu'il a fallu tenter de comprendre.

C'est ainsi que des *analyseurs naturels*⁸ sont apparus et nous ont permis d'accéder au sens donné par les parents à leur propre implication dans les institutions. Des paroles, souvent individuelles, émises dans des espaces « privés » (domiciles) ou « informels » (rue, salle d'attente, magasin, bus) ont pu être introduites dans les groupes de parents et de professionnels. Elles portaient, par exemple, sur le rapport au corps de l'enfant, sur les relations avec les enseignants et les différents services de la ville. Ces éléments rapportés sont devenus des analyseurs en ce qu'ils conduisaient chacun à se situer par rapport à eux : en les relativisant, en les contestant ou encore en s'en saisissant pour soutenir ses propres réflexions.

Au terme de l'année de travail, lors de la restitution, les points de vue ont pu être croisés entre parents et professionnels. Cependant, il a aussi été confirmé que les auditeurs (parents et professionnels) de la restitution ont, entre eux, des représentations plus proches qu'avec les parents considérés comme éloignés.

2. Quelles institutions?

L'équipe de recherche a donc construit et animé un dispositif socio-clinique singulier assez complexe visant à décloisonner les modes de penser propres à chaque catégorie de sujets (professionnels, parents militants, parents éloignés...). Nos investigations ont également été complétées par d'autres travaux menés antérieurement ou simultanément sur d'autres territoires.

a) La petite enfance, une « petite » institution

Une partie de notre travail a porté sur le secteur de la petite enfance. Le processus de municipalisation des crèches de la ville faisait apparaître une tension entre collectivités territoriales (département/ ville) mais aussi certaines conséquences pour les parents et professionnels concernés par cette évolution du processus de décentralisation.

Il a été impossible aux chercheurs d'approcher les parents fréquentant les crèches de la ville en passant par l'intermédiaire des professionnels des structures petite enfance et il n'a pas été immédiatement possible de comprendre les raisons de cette difficulté.

Les crèches présentes dans la commune ne dépendent pas de la mairie. Nous avons donc, par notre démarche même, touché la problématique « des territoires qui bougent et des frontières qui se déplacent » (Cantelli et Genard, 2007, p. 15). Les professionnels du PRE,

⁸ Éléments d'analyse non prévus dans la grille initiale d'analyse, mais qui prennent sens au long de la recherche.

travaillant principalement avec les écoles, ne pouvaient pas nous renseigner sur cette situation qui, selon eux, n'était pas lié à la problématique de la recherche.

Dans les groupes de travail, nous avons introduit cette problématique de l'accueil de la petite enfance à plusieurs reprises. Les participants au groupe professionnels ne semblaient pas concernés, leurs actions sur le territoire s'organisant autour de l'École, perçue comme l'institution centrale. Si, dans le groupe parents, quelques participantes étaient impliquées dans une association mettant en place un service d'accueil ponctuel des jeunes enfants, elles ne disposaient pas pour autant d'information sur les remaniements en cours de la gestion des crèches.

La confusion et les inquiétudes, vécues par les professionnels de la petite enfance, ne nous est apparue que lorsqu'une professionnelle, implantée de longue date dans la commune, nous a renseigné par téléphone sur le processus de municipalisation des crèches de la ville : « nous nous ne savons pas à quelle sauce on sera mangé ! » nous a-t-elle dit.

Poursuivant notre enquête auprès des structures publiques et associatives de la petite enfance, nous en avons progressivement saisi les singularités territoriales. A côté d'un secteur public géré jusque-là par le Conseil général, des parents ont créé divers lieux d'accueil. La municipalisation des crèches départementales n'est pas qu'un changement de mode d'administration, elle induit aussi un changement de public. En effet, la municipalité souhaite que ce processus se traduise par une priorité donnée aux parents de la ville et en particulier aux plus en difficulté, les plus éloignés. Les professionnels, en particulier des responsables, désignent cette même population comme étant « démunie » mais également comme étant « particulière ».

Le secteur de la petite enfance n'a pas la même fonction que l'École, des histoires institutionnelles les séparent. Cependant, le travail avec les parents s'y fait obligatoirement au quotidien. Nous n'avons pas pu identifier de liens entre ces institutions occupant le même territoire et s'adressant à la même population.

Les professionnels de la petite enfance, par la proximité qu'ils entretiennent avec les familles (étant quotidiennement en contact avec elles), ont souvent davantage accès à leur intimité, mais n'ont pas toujours suffisamment de temps à leur consacrer. Une directrice de crèche nous dit ainsi que : « le travail avec les parents est très complexe, il faut prendre le temps de parler avec les gens et d'être disponibles ». Pris dans des incertitudes quant à leur propre avenir, les professionnels ne semblent pas toujours disponibles pour faire ce travail que les responsables qualifient d'« essentiel ».

L'enquête nous a également conduits à rencontrer des assistantes maternelles. Celles-ci interviennent également dans le secteur de la petite enfance mais en ont une tout autre perception. Ces femmes, rémunérées pour accueillir des enfants, se définissent aussi comme des mères. Elles sont en relation régulière avec les écoles où elles conduisent les enfants placés sous leur garde.

Ainsi, le secteur de la petite enfance est à la fois composite et traversé par des tensions institutionnelles dans lesquelles les professionnels sont pris. Dans ce domaine, comme dans les autres, la priorité aux parents les plus « éloignés » s'impose comme un objectif central.

Les assistantes maternelles prennent en charge des enfants dont les parents travaillent mais n'habitent souvent pas dans la ville. Ils viennent donc de territoires voisins. Suivant leur lieu d'habitat ces familles peuvent être amenées à fréquenter des services plus proches de leur

domicile et appartenant à d'autres municipalités. Cette particularité leur permet de circuler entre plusieurs territoires et de choisir parmi les services proposés.

b) L'École au cœur de la vie des familles

Les implications parentales ne se résument pas à la présence physique visible par rapport à l'École mais à l'ensemble des modes relationnels mis en œuvre à partir de ce qu'ils vivent et comprennent de l'institution. Le langage, oral et écrit, est un élément essentiel de la vie institutionnelle. C'est par des mots que s'opèrent les classifications (Douglas, 1999) d'individus, de comportements, de pratiques... C'est plus largement par le langage que des interprétations sont formulées par les uns sur les autres et que se montrent les différences sociales et culturelles.

Lors d'un entretien au domicile d'une famille habitant le quartier du Tulle, où le PRE intervient régulièrement, une mère de famille nous explique les relations qu'elle entretient avec l'École du quartier et le PRE. Pour elle, une précaution importante à prendre vis-à-vis de l'École et des autres institutions est de protéger l'intimité de la vie familiale : « il ne faut pas raconter tous nos problèmes, sinon ils veulent tout savoir ».

Une mère, dont le fils est en difficulté scolaire indique ainsi qu'elle préférerait « payer quelqu'un » plutôt que de devoir « raconter sa vie » pour bénéficier d'un soutien scolaire au PRE :

« - Mère : Mon fils est au collège, ce n'est pas très loin de la maison, ce qui est bien. (...) depuis qu'il est en quatrième, il a des difficultés, surtout en maths, et ni son père ni moi pouvons l'aider, on n'a pas fait d'études.

-Enquêteur : Vous connaissez le PRE, ils font du soutien scolaire ?

-Mère : Oui, il y a une voisine qui m'a parlé de ça, mais je ne veux pas, il paraît qu'ils cherchent trop à comprendre ce qui se passe chez les enfants, dans la famille. Non, on n'a pas de problèmes à la maison. Je vais voir s'il y a quelqu'un qui peut venir donner des cours chez moi à la maison, je vais payer, c'est mieux. Et puis je peux voir de moi-même ce qu'il fait. Je fais tout pour mes enfants, il faut qu'ils réussissent, c'est ce que je leur dis ».

Cette volonté de conserver une autonomie (distance ?) vis-à-vis de l'institution ne constitue pas pour autant un manque d'intérêt ou d'implication. Au contraire, nous notons que tout en faisant la cuisine, elle évoque à plusieurs reprises l'école et la nécessité d'y réussir. La vie de la famille s'organise autour de cette institution. Malgré les relations complexes et les stratégies d'évitement, l'École est à la fois ce qui pèse sur la vie de la famille et ce à quoi les parents sont attachés. Le fait que cette mère, comme bien d'autres que le PRE ne « voit » pas, fasse le choix de ne pas bénéficier d'un service gratuit auquel elle pourrait prétendre. Il y aurait là à approfondir cette figure du non recours aux droits (ODENORE, 2012) dans le domaine socio-éducatif.

Une autre mère tient le discours suivant : « L'École par exemple, ben ne peut pas régler tous les problèmes, y'avait une émission la dessus, l'autre fois. Mais pour moi, l'École c'est une chance pour les parents, elle peut cadrer et instruire nos enfants mieux que nous, et ça c'est sûr. Mais elle ne réussira pas à tout résoudre si elle ne trouve pas le moyen de se faire respecter et ça passe aussi en respectant chacun des parents comme responsables et pas comme incapables ! »

Interrogée sur l'impression d'être jugée comme incapable, elle explique :

« Non, mais les enfants sentent quand c'est dur pour leur maman et ça devient dur pour eux ensuite...toutes les dérives sont possibles, après maintenant, c'est la maman qui doit tout gérer ! Il m'est arrivé qu'on me dise de faire ça ou ci avec mon fils pas avec ma fille, parce qu'avec ma fille y'a jamais eu de problèmes ! J'ai toujours été aux réunions, j'allais chercher les bulletins scolaires et c'est tout. Moi ce qui m'importe c'est l'avenir de mes enfants, ce qu'on pense de moi, ça ne va pas m'empêcher de dormir ! »

Cette mère répond donc aux exigences formelles de l'École. Elle est présente aux réunions mais ne s'engage pas dans des relations plus étroites. Elle espère dans le travail de l'École sans pour autant lui accorder une confiance aveugle. Des chercheurs perçoivent cette attitude parentale comme révélatrice du sentiment d'incompétence générée par les institutions chez les parents de milieux défavorisés (Boisvert et Trudelle, 2002). Nos propres observations nous conduisent plutôt à considérer que les propos de ces parents s'inscrivent davantage dans la représentation d'une distinction des compétences et des responsabilités entre enseignants et parents. Nous retrouverons cette idée à propos de l'attention portée au corps et aux vêtements de l'enfant.

Plus globalement, les parents témoignent souvent d'une reconnaissance envers les services présents dans la ville, des services autres que l'École mais se situant à sa périphérie. Une mère dont le fils de 10 ans bénéficie d'une aide gratuite aux devoirs assurée bénévolement par les salariés d'une maison d'édition implantée dans la commune et avec lesquels travaille le PRE indique : « la mairie prend bien en charge la ville, je fais confiance aux professionnels ». Ici, un service bénévole est considéré comme un service municipal.

Le poids de l'institution scolaire dans l'organisation de la vie de certaines familles semble inversement proportionnel à la proximité qu'elles entretiennent avec elle. C'est ce à quoi nous avons eu accès en accompagnant quelques mères dans leurs déplacements. Se rendre dans des magasins à Paris pour habiller, à prix réduits, ses enfants sans mettre en danger le budget familial tout en « sauvant la face » vis-à-vis de l'école, nécessite d'utiliser des transports en commun dont les correspondances sont souvent aléatoires. Le quartier n'étant pas pourvu de magasins et la famille ne disposant pas de voiture, ces déplacements occasionnent une perte de temps considérable mais doivent s'inscrire dans le temps où les enfants sont à l'école.

Ce type d'observation guidée (le regard de l'enquêteur étant guidé par l'enquêté) donne aussi accès à la manière dont les sujets pensent leurs décisions. Ainsi, en accompagnant une mère lors de ses achats, c'est la manière dont elle arbitre entre différents choix qui peut être appréhendée : « payer une facture du Trésor public » ou bien « faire plaisir à son enfant ». C'est bien souvent les modalités de conciliation entre ces éléments d'ordres très différents qui s'observent. Il peut y avoir ainsi à choisir entre le paiement d'une facture et l'achat de vêtements à son enfant permettant de ne pas attirer l'attention sur la situation de la famille.

3. Quelques analyseurs

a) Le corps de l'enfant

Le corps de l'enfant a été, dans le cadre de la recherche, un analyseur aussi riche qu'imprévu. Lors d'une réunion organisée par les responsables de l'association de parents d'élèves, une mère exprime son « ras le bol » de ce qu'elle considère comme étant des

négligences des enseignants : « ma fille s'est fait bousculer et personne ne m'a informée ». Un autre jour, devant une école, une autre mère interpelle le responsable de l'association : « la veste en jean de ma fille a disparu et la directrice (de l'école) ne se bouge pas ! Ce n'est pas normal... ». Ensuite, le groupe de parents présents évoquent une mobilisation à la prochaine réunion pour que « ça cesse ».

Certains parents nous font également part de leurs inquiétudes pour l'intégrité physique de leur enfant. Certains vérifient, dès la sortie de l'établissement, que l'enfant va bien qu'il n'a pas reçu de coups. Cette observation, déjà rencontrée par les chercheurs sur d'autres terrains, est confirmée par les représentants de parents lors d'une réunion du groupe parents. Par contre, dans le groupe professionnel, elle étonne les enseignants qui perçoivent ce comportement comme une défiance à leur égard et un malentendu sur les finalités de l'École.

Les professionnels évoquent une inquiétude différente et disent ne pas comprendre les logiques parentales. Lors d'une séance de travail du groupe professionnels, alors que nous leur restituons ces observations, certains expriment leur étonnement quant à la manière dont les parents les plus « défavorisés » s'inquiètent des affaires personnelles de leurs enfants. Ils ajoutent qu'il est très difficile pour eux d'aborder ces questions avec les parents concernés. Devant la sollicitation des chercheurs à en dire plus, les professionnels expriment le manque d'intérêt des familles pour le travail éducatif qu'ils accomplissent avec les enfants. Cette plainte émane aussi bien des animateurs de centre de loisirs que des enseignants. Pour les professionnels, les parents concernés n'ont pas véritablement compris l'importance de l'éducation mais cristallisent leur attention sur des éléments secondaires qu'ils dramatisent. Cette idée de malentendu a été, on le sait, souvent reprise dans les travaux sociologiques (Dubet, 1997). Nos propres observations nous conduisent à la relativiser voire même à en inverser le sens.

Gayet (2006), illustre cette position de l'École, comme signe de la vision partielle que les professionnels ont de l'enfant bien qu'ils prétendent avoir sur lui un regard global. Les parents, ayant compris cette prétenction hégémonique du regard professionnel mettent en place des stratégies adaptées. Par exemple, ils s'assurent que l'image que donne leur enfant (habillement, propreté) n'éveille pas de soupçon de mauvais traitement.

b) La débrouille ou l'organisation ?

Au sein de certains quartiers les plus défavorisés nous avons constaté que les habitants mettaient en place des formes de solidarités et d'entraide qui échappent au contrôle des institutions. Certaines de ces formes de solidarités et d'entraide concernent les aides entre voisins : « coups de mains » pour remplir des papiers et accomplir des démarches administratives, organisation collective pour faire les courses.

Une mère : « on s'est rendu compte avec une copine que si tu fais tes courses toutes les semaines, c'est ingérable financièrement, et du coup, on se prévient quand y'a les promotions (...) ».

Des habitants du quartier du Tulle (excentré par rapport au centre de la ville) préfèrent demander de l'aide à des voisins qui travaillent à la mairie plutôt que de faire directement appel au service municipal compétent. Il en va fréquemment de même pour la garde et la surveillance des enfants. Plutôt que de revendiquer des services adaptés dans le quartier, la plupart des parents rencontrés mettent en place des dispositifs modestes d'entraide. Ces pratiques limitent les rapports avec les institutions mais la volonté d'éloignement n'en est pas nécessairement la motivation première.

Lorsque nous avons restitué ces éléments au groupe de professionnel, certains des participants les ont mis en rapport avec la manière dont les parents s'organisent dans le quartier du centre-ville. L'un d'eux qui habitait antérieurement le Tulle et qui réside maintenant au centre a résumé la situation ainsi : « Au Tulle on se débrouille, au centre on s'organise ! ». Cette phrase met en regard deux segments du territoire municipal en attribuant à leurs habitants des compétences organisationnelles de degrés différents. Bien sûr, derrière cette affirmation, ce n'est pas seulement deux territoires mais aussi des groupes sociaux qui sont comparés.

Sur le même territoire communal, d'autres parents se regroupent en collectif dans une fédération de parents d'élèves ayant une reconnaissance nationale mais aussi dans des groupes non nécessairement centrés sur la scolarité des enfants. Ces collectifs vivent le territoire d'une autre manière. Ils peuvent se manifester sous un mode revendicatif et font de l'enrôlement des parents les plus éloignés l'un des objectifs de leur démarche.

C'est le cas de l'association de parents d'élèves, de l'association des assistantes maternelles et d'autres associations de parents ayant créé dans la ville des dispositifs d'accueil des enfants. La manière dont ces parents investissent le territoire dépend de la nature de leur implication au sein de la ville. Selon le discours de l'un des dirigeants de l'association de parents d'élèves, chaque école, chaque quartier a ses propres caractéristiques, qu'il convient de bien connaître avant d'agir. Il s'agit, selon lui, de conquérir chaque morceau du territoire afin que l'association puisse avoir une vision d'ensemble et être au plus près des problèmes des familles qu'elle représente.

Nous avons pu observer, lors d'un entretien avec une association présente dans la ville depuis plus de 20 ans, que le mouvement d'institutionnalisation de celle-ci, issue de la « débrouille » entre famille ne garde que peu de traces des conditions de sa création. Cette association est aujourd'hui responsable de la gestion de cinq structures de la petite enfance au sein de la ville. Née au sein d'un quartier dit populaire, ce regroupement de parents reposait sur la nécessité de se débrouiller pour faire garder les enfants pendant les temps de travail des parents. De cette entraide est né un système de halte-garderie parentale, soutenu par la mairie. L'augmentation de la demande au sein de la ville a généré d'autres projets portés par des parents. Au fil des années, la présence parentale faisant la force du projet initial a été remplacée par l'organisation classique des structures d'accueil petite enfance.

La directrice actuelle, nous indique que des ateliers avec les parents ont encore lieu mais de manière sporadique, ce qui vient confirmer l'institutionnalisation de la structure. Le quartier au sein duquel se trouve implantée aujourd'hui l'association a été réhabilité. Les caractéristiques du public accueilli au sein des structures ne sont plus les mêmes et, selon la directrice, les parents n'auraient pas la même disponibilité qu'auparavant.

Certains parents, y compris de milieux dits populaires, s'investissent à différents niveaux (représentants des parents d'élèves, responsables d'associations sportives et autres) sur le territoire. Leurs actions sont généralement motivées par la volonté d'apporter des réponses adaptées aux besoins des familles. C'est le cas, par exemple, d'une association organisant des accueils périscolaires. Certains de ses membres ont participé activement à la recherche. Leur connaissance des familles et leur implantation dans le quartier font qu'ils travaillent en étroite collaboration avec les professionnels.

Conclusion : des vécus aux pratiques

Par notre démarche, nous avons relevé des différences voire des contradictions entre les perceptions des professionnels et celles des parents. Cependant le vécu du territoire ne peut se décrire simplement à partir de ces deux catégories à la fois instituées et peu consistantes sociologiquement.

Lorsqu'ils s'interrogent sur « ces parents qu'on ne voit jamais », les professionnels formulent une plainte, particulièrement lorsqu'ils exercent sur les territoires les plus stigmatisés. Tout se passe comme si, aux yeux des professionnels et de parents organisés, les parents « éloignés » venaient les empêcher de mener à bien leurs missions et/ou d'atteindre les objectifs qu'ils se donnent.

Par ailleurs, comme nous avons pu le voir, les professionnels sont aussi pris dans les évolutions souvent rapides de la territorialisation de l'action sociale. C'est en particulier le cas, sur notre terrain, des professionnels de la petite enfance. Ces évolutions génèrent une incertitude non seulement sur l'évolution de leurs statuts mais aussi sur celle du public et des priorités nouvelles données à leur action.

Tout se passe comme si la population constituant la cible prioritaire des institutions était aussi celle qui se dérobaient le plus au regard des professionnels. Socialement et matériellement en difficulté, ces parents (considérés comme « fragiles », « vulnérables », « à risques » « particuliers »...) semblent les moins disposés à exposer leurs difficultés pour obtenir l'aide des professionnels ou même des parents les plus organisés.

Les parents rencontrés expriment fortement la présence de l'Ecole, de la Mairie et d'autres institutions dans leur vie quotidienne. S'ils expriment de la distance voire de la défiance vis-à-vis de celles-ci, ils n'en rejettent pas pour autant l'utilité. C'est tout particulièrement vrai pour leurs rapports à l'institution scolaire. Pour les professionnels, c'est d'abord l'institution municipale qui est omniprésente, « La mairie est partout » formule l'un d'eux dans une expression qui sera reprise tout au long de l'année.

Les pratiques professionnelles, dans les secteurs éducatifs et sociaux, s'appliquent à d'autres et tendent donc à produire « de l'autre ». Cet autre tend à être pensé comme différent. Quand les professionnels considèrent qu'ils ne « voient jamais » certains parents et qu'ils en déduisent que ces derniers sont éloignés des institutions, ils expriment d'abord leur propre difficulté professionnelle. Comme nous l'avons vu, si les parents considérés comme « éloignés » le sont des professionnels, ils ne le sont pas pour autant des institutions. L'institution scolaire étant, tout particulièrement, présente dans les préoccupations et le quotidien des familles considérées comme en étant éloignées.

Certaines pratiques professionnelles cherchent à contractualiser le travail avec les parents afin de comptabiliser leur participation et garantir dans certains cas la survie des services et des emplois. Cette démarche produit souvent un effet inverse au rapprochement explicitement souhaité. L'implication institutionnelle des parents considérés comme éloignés s'exprime souvent autrement que par une fréquentation assidue des rencontres organisées par les professionnels ou les parents organisés. Certains parents développent ainsi des stratégies de résistance aux institutions (Monceau, 2009), tandis que d'autres donnent à voir une image acceptable (en veillant à l'apparence de leur enfant par exemple). Ces modes d'implications ne sont ni mesurables ni comparables. Bien que banalisée et renvoyant surtout à un aspect quantitatif, la notion d'implication doit être revisitée et réévaluée dans les différents contextes.

Références bibliographiques

- ABALLEA F. (dir.) (2012). *Institutionnalisation, désinstitutionnalisation de l'intervention sociale*. Toulouse, Octarès.
- BOURASSA B. et BOUDJAOUI M. (dir.) (2012). *Des recherches collaboratives en sciences humaines et sociales (SHS). Enjeux, modalités et limites*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- BOISVERT F. et TRUDELLE D. (2002). Être parent en milieu défavorisé : de la compétence au sentiment d'impuissance, *La revue internationale de l'éducation familiale*, vol. 5, n° 2, 87-107.
- BONNY Y. et DEMAILLY Lise (eds.) (2012). *L'institution plurielle*, Lille, PU du Septentrion.
- DOUGLAS M. (1999). *Comment pensent les institutions*. Paris, La Découverte.
- DUBET F. (dir.) (1997). *Écoles, famille : le malentendu*. Paris, Textuel.
- FREMONT (1976), (1999), *La Région, espace vécu*, Paris, Flammarion.
- GAYET D. (2006). Familles et institutions, *Connexions*, 86, 13-22.
- GENARD J.-L. et CANTELLI F. (coord.) (2007). *Action publique et subjectivité*. Paris, LGDJ.
- GOMBERT P. (2006). Les associations de parents d'élèves en France : approche socio-historique et mutations idéologiques. *Revue Française de Pédagogie*, 162, 59-66.
- GOMBERT P. (2008). *L'école et ses stratèges. Les pratiques éducatives des nouvelles classes supérieures*. Rennes, PUR.
- KHERROUBI M. (dir.) (2008). *Des parents dans l'école*. Ramonville Saint-Agnes, ERES.
- LAFORGUE D. et ROSTAING C. (eds.) (2011). *Violences et institutions. Réguler, innover ou résister ?*, Paris, CNRS éditions.
- LAMIHI A. et MONCEAU G. (dir.) (2002). *Institution et implication. L'œuvre de René Lourau*. Paris, Syllepse.
- LOURAU R. (1970). *L'analyse institutionnelle*, Paris, Minuit.
- MONCEAU G. (2009). L'usage du concept de résistance pour analyser la coopération des parents d'élèves avec les enseignants dans l'institution scolaire. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 7, 151-165.
- MONCEAU G. (2010). Technologies de l'implication des parents dans les institutions éducatives. *Revue internationale de l'éducation familiale*, 27, 17-35.
- MONCEAU G. (2011). Travailler les interférences institutionnelles dans la ville, *Diversité*, 166, 42-47.
- MONCEAU G. (dir.) (2012). *L'analyse institutionnelle des pratiques. Socio-clinique des tourments institutionnels au Brésil et en France*, Paris, L'Harmattan.
- ODENORE (Observatoire des non-recours aux droits et services) (2012), *L'envers de la fraude sociale*, Paris, La Découverte.
- SELLENET C., (2007). *La parentalité décryptée. Pertinence et dérives d'un concept*, Paris, L'Harmattan.

TILLARD B. et ROBIN M. (coord.) (2010). *Enquêtes au domicile des familles : la recherche dans l'espace privé*. Paris, L'Harmattan.

TUAN Y.-F. (1974). *Topophilia. A study of environmental perception, attitudes and values*. Englewood Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall.

VALENTIM S. (2010). Développer la pensée pour mieux travailler : le cas des professionnels de la petite enfance », in Dujarier M.A. (dir.). *Travailleurs sociaux en recherche-action, Éducation, insertion, coopération*, p. 81-99, Paris, L'Harmattan, coll. « Recherche-action en pratiques sociales ».